Le peuple palestinien a choisi la voie de la résistance

Journée de la terre en Palestine

Comité Action Palestine

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de l'intérieur (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'état d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 blessés et 300 autres étaient arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la " Journée de la Terre " commémore cet événement partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Cette journée est avant tout symbolique. Rappelons qu'en 1948, l'Etat juif avait expulsé près d'un million de Palestiniens et détruit plus de 400 villages. La majeure partie des terres palestiniennes avait été confisquée dans la perspective de fonder le " Grand Israël ". Dès lors, cette politique de confiscation des terres en vue de judaïser la Palestine (c'est-à-dire voler des terres aux Palestiniens pour les donner aux juifs), s'est poursuivie sans relâche et s'intensifie, accumulant crimes de masses, assassinats de leaders politiques et emprisonnements de résistants : la colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste. Avec le développement des colonies qui vole chaque jour plus de terre aux Palestiniens et la judaïsation actuelle de la vallée du Jourdain, du Naqab, d'al-Quds et des lieux saints, rien ne semble arrêter cette machine à tuer et à coloniser.

Pourtant, depuis la création de l'Etat d'Israël, le peuple palestinien a toujours résisté à cette terrible entreprise de destruction de sa société soutenue par les pays occidentaux et en particulier les Etats-Unis et la France. Depuis fin 2015, la résistance populaire s'est ré-activée avec l'Intifada al-Aqsa. Frappant la société coloniale en son sein, cette expression du génie populaire s'installe dans la durée, malgré la répression sanglante – le nombre de martyrs avoisine les 300 – et la collaboration sécuritaire de l'Autorité palestinienne avec l'ennemi sioniste. En réclamant aujourd'hui « des balles et des roquettes », le peuple palestinien en appelle à la convergence entre lutte populaire et action armée. Devançant les organisations politiques et militaires, le peuple a bien compris que seule une stratégie globale de résistance est à même de renverser durablement le rapport de force et de mettre fin à l'occupation sioniste de la Palestine. Il a également bien compris que le contexte international est favorable, surtout en raison des développements actuels en Syrie et du renforcement de l'axe de la résistance contre l'impérialisme et le sionisme. Le message que le peuple palestinien envoie au monde est clair. Leur seul objectif est la libération totale de la terre de Palestine et le seul moyen d'y parvenir est la résistance sous toutes ses formes. N'en déplaise à tous ceux qui en appellent à l'ONU et voudraient imposer une solution de co-existence entre colons et colonisés.

Comme les peuples vietnamiens et algériens l'ont démontré auparavant, le peuple palestinien est le seul à même de définir sa stratégie de résistance et de libération. Nous, Comité Action Palestine, sommes entièrement solidaires de cette résistance héroïque. Nous dénonçons avec force tous ceux qui restent muets face aux crimes de l'occupant sioniste et qui de fait collaborent à cette politique. Nous réaffirmons que la Palestine est arabe, et soutenons la lutte du peuple palestinien jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction de ses revendications légitimes :

- **La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.**
- **Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.**
- **La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.**
- **La libération de tous les résistants emprisonnés en Palestine occupée et de Georges Ibrahim Abdallah, résistant de la cause palestinienne détenu depuis 33 ans dans les geôles de l'Etat français, alors qu'il est libérable depuis plus de 10 ans.**

Mars 2017

Les violences policières, une stratégie de contrôle et de terreur – Interview de Françoise Vergès

A l'occasion du 21 mars, journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, Françoise Vergès, politologue, historienne, ex-présidente du comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage (CPMHE), aujourd'hui titulaire de la chaire global south(s) au Collège d'études mondiales à Paris (Fondation Maison des sciences de l'homme), revient dans cet entretien pour al Akhbar sur les pratiques coloniales perpétuées par la démocratie française.

Propos recueillis par Lina Kennouche

Cette journée commémore la répression féroce par la police sud-africaine d'une manifestation pacifique. Pensez-vous que l'apartheid est en place aujourd'hui en France?

On peut effectivement parler d'un apartheid en France dès lors que l'on examine les processus et pratiques qui certes ne sont pas légiférées mais qui ont des conséquences concrètes sur la vie de milliers de personnes. Il faut pour les examiner adopter une méthodologie qui déjà élargit notre cartographie de la république française – Mayotte, la Réunion, la Nouvelle Calédonie, les terres du Pacifique, les Antilles, la Guyane qui, avec les quartiers populaires de la France européenne sont des territoires régis de manière racisée. Ensuite, il faut renouveler notre approche des discriminations, examiner la manière dont l'Etat décide quelles vies comptent. Les meurtres impunis d'hommes noirs et d'origine maghrébine par des policiers montrent quelles vies comptent. Manuel Valls lui-même, alors premier ministre de la France, parle en 2015 d'un « apartheid territorial, social et ethnique », mais non seulement ses paroles resteront sans conséquences concrètes, ce sera lui qui mettra en œuvre les propositions de déchéance de la nationalité et autres.

En quoi le poids de l'histoire coloniale imprègne structurellement les institutions et les mentalités ?

L'illusion de la décolonisation – l'idée qu'avec la fin de la guerre en Algérie le chapitre de l'histoire coloniale serait clos- est profondément enracinée en France. Pour reprendre Aimé Césaire, il y a un « effet-boomerang » du colonialisme et de l'impérialisme : la société qui colonise est « contaminée » par le racisme déployé dans les colonies, les privilèges accordés aux Blancs deviennent « naturels » et la gauche est inévitablement fraternaliste. Frantz Fanon a lui aussi analysé cette arrogance de la gauche. La société française ne s'est pas du tout décolonisée car la décolonisation ne concerne pas seulement les colonisés. Par ailleurs, il est important d'étudier les politiques que l'Etat français met en place

après 1962, dans les années 1970 comme ce que j'analyse dans mon dernier livre « Le ventre des femmes ; Capitalisme. Racialisation, féminisme » (Albin Michel, mars 2017) : les milliers d'avortements et stérilisations forcés dans les départements d'outre-mer alors qu'avortement et contraception restent des crimes en France. Je démontre que ce n'est pas une contradiction : il y a les femmes qui ont le droit de donner naissance et celles qui ne l'ont pas – les femmes racisées. Je tire alors plusieurs fils : celui historique de la gestion par l'impérialisme et le capitalisme du ventre des femmes du sud global, celui de la cécité du féminisme français qui du coup se « blanchit ». Ce que je veux montrer c'est que la gestion coloniale des corps ne prend pas fin avec la fin du statut colonial.

Que signifient pour vous les violences policières dénoncées notamment lors de la marche de la dignité le 19 mars ?

Ces violences policières appartiennent à une stratégie de contrôle et une stratégie de terreur à l'égard des corps non-blancs. Il s'agit d'imposer dans l'espace public un contrôle des corps racisés qui viole tous les droits de la personne mais est justifié par la « lutte contre le terrorisme » et tout le discours sur la sécurité et le « racisme anti-blanc » ou le communautarisme. La police française a une histoire profondément ancrée dans le racisme –j'y inclus la police contre les esclaves en fuite – dans l'antisémitisme, et aujourd'hui islamophobie et négrophobie. C'est un racisme structurel qui pénètre la hiérarchie, les policiers…

Ce qu'il faut retenir de cette manifestation et du formidable travail accompli par des associations comme « Urgence notre police assassine », c'est la place prise par les familles des victimes dans l'espace public, qui se soutiennent entre elles, donnent des conseils, ont développé une contre-stratégie aux mensonges, aux pratiques dilatoires de la justice. Quelque chose a profondément changé depuis. La violence policière est devenue une question politique liée à la lutte de

l’antiracisme politique.

Dans cette campagne présidentielle, estimez-vous qu’il existe une « offre politique » qui apporte des réponses concrètes à cette question des discriminations raciales ?

Aucune qui soit réellement politique car aucune n’aborde la nécessaire décolonisation de la société française.

Traduction de :

http://www.al-akhbar.com/node/274702

Photo : REUTERS/Gonzalo Fuentes

Journée de la terre en Palestine : projection du film « la terre parle arabe » de Maryse Gargour

A l’occasion de la Journée de la terre en Palestine,

le Comité Action Palestine,

vous invite à une projection-débat du film

« la terre parle arabe »

en présence de la réalisatrice palestinienne **Maryse Gargour**

le vendredi 31 mars 2017 – 20h

Athénée municipal, place St Christoly, Bordeaux

(Tram A et B, arrêt Hôtel de Ville)

Il y a 100 ans, en 1917, le Royaume-Uni, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national juif. A la fin de la première guerre mondiale, le dépeçage de l'empire ottoman est une étape majeure de l'influence des puissances impérialistes au Proche et Moyen Orient. La déclaration Balfour, qui répond aux exigences du mouvement sioniste et sert les intérêts impérialistes en garantissant une présence occidentale permanente dans cette région, est sans doute l'élément qui aura marqué le plus profondément le XXème siècle.

En effet, dès la fin du XIXème, le sionisme, mouvement politique colonialiste juif, apparaît en Europe. Son but est de créer un Etat pour les Juifs quelque part dans le monde. Le choix stratégique de la Palestine déclarée par les sionistes comme « *terre sans peuple pour un peuple sans terre* » révèle un vaste projet colonial qui prolonge l'impérialisme européen. Or, cette terre parle arabe et elle est habitée par un peuple : les Palestiniens.

Les leaders sionistes imaginent une solution bien avant la déclaration Balfour de 1917. Il s'agit de penser et d'organiser la déportation de la population locale palestinienne hors de sa terre. Tous les moyens sont utilisés pour atteindre cet objectif, et en particulier la force brutale. Elaboré dans le secret les premières années, ce projet est progressivement mis en avant par ses leaders après l'insurrection palestinienne de 1936, au cours de laquelle la puissance mandataire britannique a usé de la répression la plus féroce.

A partir des citations des leaders sionistes, des archives

audiovisuelles inédites, de la presse de l'époque et des documents diplomatiques occidentaux croisés avec des témoignages de personnes ayant vécu directement cette période, le film de Maryse Gargour déconstruit minutieusement le mensonge sioniste.

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de l'intérieur (c'est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l'état d'Israël) étaient abattus par l'armée d'occupation d'Israël, 96 blessés et 300 autres étaient arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'État sioniste qui avait confisqué et déclaré " zone militaire " 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la " Journée de la Terre " commémore cet événement partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

La projection du film sera suivie d'un débat où il sera, notamment, question des rapports de force actuels dans cette région et des perspectives d'avenir pour la Palestine, 100 ans après Balfour.

Entrée libre. Renseignements actionpalestine@hotmail.com

https://www.facebook.com/events/385142398536769/